

## METTRE FIN AUX GRÈVES CYCLIQUES DE L'ÉDUCATION

## Les syndicats chez Benghebrit

Suite de la page 1

Cette réunion intervient surtout à un moment où de sérieuses turbulences secouent la scolarité des élèves du fait des menaces d'une radicalisation de leur mouvement brandie par des syndicats du secteur. En effet, la Coordination des syndicats autonomes (CSA) n'a pas totalement enterré la hache de guerre et compte même opter pour la radicalisation de son mouvement lors de sa réunion de jeudi prochain. C'est dans cette optique qu'il faudra qualifier la réunion de ce mercredi, entre la ministre et les syndicats, de cruciale.

M<sup>me</sup> Benghebrit veut-elle, à cette occasion, mettre devant le fait accompli tous les syndicats ? Ou bien s'agit-il d'une rencontre où la ministre voudra annoncer certains acquis liés aux doléances des fonctionnaires de l'éducation nationale ? Possible ! « C'est une réunion spécifique, certainement liée aux doléances des fonctionnaires du secteur, où la ministre devrait peut être annoncer certaines solutions », croit savoir le coordinateur national du Snapest, Meziane Meriane. Tel est le souhait du président du bureau



Les problèmes de l'éducation nationale en débat

national de l'Unpef, Sadek Dziri, lequel s'est contenté de confirmer cette réunion pour laquelle, selon lui, le département de M<sup>me</sup> Benghebrit « n'a pas précisé l'objet ». Cela étant, depuis son installation à la tête du secteur, en juillet dernier, la ministre de l'Éducation nationale n'a ménagé aucun effort pour tenter d'examiner l'origine des problèmes

dont souffre l'éducation. Elle avait, dans ce cadre, ouvert les portes du dialogue avec tous les syndicats qu'elle avait reçus à plusieurs reprises séparément. Et lors de ses pourparlers, M<sup>me</sup> Benghebrit n'a pas manqué, à chaque fois, d'afficher sa bonne volonté pour régler tous les problèmes, exigeant seulement du temps, notamment pour ce qui

est de la révision du statut particulier des enseignants, pour lequel d'ailleurs la ministre reconnaît des « défaillances ». Malgré les multiples appels à l'apaisement de la première responsable du secteur, cela n'a pas dissuadé les syndicats de renouer avec les mouvements de grève. Ils ont qualifié d'ambiguës les réponses données jusque-là par la ministre à leurs revendications et demandent juste que soit amorcé « un dialogue sérieux ».

Un dialogue où il sera décidé d'une feuille de route pour la résolution de leurs problèmes.

A la ministre qui exige du temps et aux syndicalistes qui réclament un calendrier pour régler leurs doléances, à qui reviendra le dernier mot ? Nous le saurons peut-être mercredi. **R. B.**

## FONCIER

## 51 000 hectares pour 1,6 million de logements

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville prépare le lancement du programme quinquennal 2015-2019. Pour ce faire, un recensement du foncier a été engagé au début de l'année 2014, afin de connaître avec exactitude la superficie des assiettes foncières urbanisables à l'échelle nationale.

Ainsi, la première étape de ce recensement du foncier pour la réalisation de ce programme a été finalisée, affirme un responsable au sein de ce ministère, cité par l'APS. Cette opération a permis de dégager plus de 51 000 hectares nécessaires à la réalisation de 1,6 million de logements inscrits puisque, selon les estimations du ministère, cette superficie peut en contenir 2,5 millions.

« Sur un potentiel de 200 000 hectares dégagés par les Plans directeurs d'aménagement de l'urbanisme (PDAU) dans les différentes communes du pays, une superficie de 51 280 ha a déjà été identifiée pour le lancement des nouveaux projets de logements », explique-t-on. « Ces 51 280 ha se composent de 25 429 ha de statut domanial, 6950 ha de terres privées et de 18 901 ha de terres agricoles dans le cadre de la procédure de distraction », est-il précisé.

Pour ce qui est de la distribution de ces assiettes foncières, elles se concentrent dans le Sud et sur les Hauts-Plateaux. « Ce potentiel foncier (...) se compte dans les wilayas du Sud, avec un taux de 45%, ce qui équivaut à plus de 23 000 hectares, et près de 54% pour les Hauts-Plateaux, soit 27 700 hectares, tandis que le foncier dans le Grand-Alger ne représente que 1% du potentiel identifié, ce qui équivaut à près de 513 hectares », énumère-t-on. **G. L.**

## GRÈVE DU CNAPESTE AUJOURD'HUI

Après deux journées de grève observées la semaine dernière par la Coordination des syndicats autonomes (CSA), c'est au tour du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (Cnapeste) de renouer avec la protesta aujourd'hui. L'organisation autonome de Nouar Larbi et de ses compagnons entame aujourd'hui une grève d'une journée « renouvelable ». Cette organisation justifie cette action par « les promesses non tenues » par leur

tutelle quant à ses revendications. Il en est ainsi, selon le Cnapeste, « des PV et des accords » signés entre les deux parties en février 2014, qui n'ont pas été mis à exécution. Les enseignants affiliés à ce syndicat réclament, entre autres, la prime de zone, l'application de la médecine du travail, le traitement des dossiers de logement et de la retraite après 25 ans de service, des concours de promotion et la mise en place d'un comité pour la gestion des œuvres sociales. **R. B.**

## ADEL ABDERREZAK, ANCIEN PORTE-PAROLE DU CNES

## Repenser l'université

Le débat se réinstalle autour de la question de l'université algérienne et son devenir provoqué par, entre autres, le conflit qui a paralysé les campus de Béjaïa.

« Le conflit de Béjaïa est significatif d'un certain nombre de fondamentaux qui sont au centre de l'altération de l'université algérienne », estime Adel Abderrezak, professeur, ancien porte-parole du CNES et ex-membre de la commission Benzaghout de réforme éducative. Le propos aiguisé d'Adel Abderrezak – invité par le Café littéraire en compagnie d'Ahmed Rouadjia (docteur d'Etat en histoire et sociologie politique) – a mis le doigt sur la grande plaie de l'université algérienne : « Ils ne se soucient pas que l'université soit fermée un an, qu'il y ait année blanche ou semestre blanc. L'essentiel est qu'il ne faut pas laisser les étudiants trop réfléchir. » Voilà qui est dit sans détour.

Le constat qui est aujourd'hui général que « le principe fondamental de la réforme de l'enseignement supérieur, ce n'est pas la transmission du savoir mais c'est d'abord la gestion des flux », est réitéré. Un flux qui se mesure aujourd'hui à presque un million et demi d'étudiants répartis à travers les 70 établissements du supérieur, soit un important foyer qui « peut être le point de départ d'une instabilité politique et sociale et l'expression d'une reconfiguration des esprits, des profils, des consciences et donc de la réactivité d'une société ».

Quand ils naissent, les conflits finissent souvent dans le pourrissement. A quelques exceptions près. « Quand cela se corse, mêmes les généraux peuvent intervenir », soutient l'orateur, qui a des preuves de ses affirmations. « Quand il y a eu la grève des enseignants en 1996, un général à Constantine, le

commandant de la 5<sup>e</sup> Région militaire, est intervenu directement dans le conflit et a envoyé deux enseignants chez Benbouzid pour signer la fin de la grève ». Ainsi, malgré la dépolitisation supposée de l'université, « le politique est toujours là pour piloter les enjeux ». « L'université n'est pas gérée par le principe de la tolérance, c'est-à-dire du débat et de la concertation, mais par le principe du rapport de forces sur fond de paix sociale. Et ce ne sont pas les enseignants qui font le plus peur, mais les étudiants », accuse le syndicaliste, qui dénonce la « massification de l'enseignement ». « Nous avons une démographie étudiante mais nous n'avons pas d'esprits critiques, une population importante qui vient aux amphithéâtres et aux TD mais des individus aseptisés, qui n'ont pas eu la boîte à outils pour penser et s'approprier le savoir qui leur permet de se penser

dans la société », dit-il. Mais la massification n'empêche pas l'étudiant d'avoir « conscience des enjeux ». Deux gros maux font donc souffrir l'enseignement supérieur : « l'université massifiée » et « formation dévalorisée ». Les offres de formation ignorent les spécificités et la réalité des régions. Et derrière ce choix de formations généralistes et ce refus d'adaptation existent des enjeux que le conférencier situe au niveau politique. Parce que les formations adaptées sont « en rapport avec le réel d'un territoire », elles permettent d'« incruster nos étudiants dans un réel et des territoires qu'ils vont s'approprier et qu'ils auront les moyens de transformer ». « Veut-on vraiment que nos étudiants transforment les territoires dans lesquels ils sont impliqués ? » s'est interrogé Adel Abderrezak. Dans une société embrigadée à plusieurs niveaux, l'enjeu est éminemment politique

parce que « transformer le territoire, c'est transformer les rapports sociaux, c'est changer le monde... » Autre point du diagnostic : la démultiplication des formations courtes dans le cadre du LMD « avec des profils anglo-saxons et des normes internationales de management, de gestion des ressources humaines ». Autant de « concepts et catégories théoriques qui ne sont pas neutres et participent au formatage cérébral, idéologique et intellectuel des étudiants et des enseignants ».

Pour Ahmed Rouadjia, l'enseignant partage la responsabilité de la situation actuelle de l'université : « Si les choses ne changent pas au niveau du système politique et administratif, c'est que le côté lâche, peureux et maffieux des enseignants encourage et donne au pouvoir algérien la possibilité de le malmener et de le casser. »

K. Medjoub

➤ Les conventions fiscales internationales de non double imposition et la fiscalité applicable avec les sociétés étrangères 22 & 23 février

➤ Comment Combiner le Management Pyramidal & Transversal par : Daniel OLLIVIER / 10 au 12 mars

➤ Apprendre à rédiger et mettre à jour sa Politique de Sécurité des Systèmes (PSSI) selon la NORME 27002 / 2013 (avec remise de la NORME) les 29 & 30 mars

➤ LEAD AUDITOR SMSI ISO 27001 : 2013 / Maîtriser la Conduite d'un Audit relatif au Système de Management de la Sécurité de l'Information

➤ Comment Construire son Plan de Formation et l'Evaluer ? du 05 au 08 Avril Par : Christophe PARMENTIER du 05 au 09 Avril

021 67 86 24 / 021 67 57 37 / 0661 510 184 / 0556 642 206 / vipgroupe12@yahoo.fr / hsedoud1@gmail.com www.formationsvipgroupe.com

VIP  
Groupe  
Formation  
Agréée par l'Etat